

AFFAIRE N°18 - Réfection de la toiture de l'Hôtel de Ville - Autorisation de solliciter un emprunt de 78 000 F auprès de la C D C pour permettre la réalisation de cette opération.

LE MAIRE donne lecture du rapport.

Mesdames, Messieurs et Chers Collègues,

Par délibération en date du 10 décembre 1975, le précédent Conseil Municipal avait adopté à l'unanimité la réalisation d'un emprunt de 78 750 F pour permettre la réfection de la toiture de l'Hôtel de Ville de Saint-Denis.

La Caisse des Dépôts ne nous ayant donné son accord que pour un montant de 78 000 F, je vous demande, Mesdames et Messieurs, de m'autoriser à contracter cet emprunt de 78 000 F au lieu des 78 750 F initialement prévus.

Les crédits nécessaires sont prévus au Chapitre 900 - Article 232-40 (crédits reportés).

Mesdames et Messieurs, je mets la question aux voix.

+

+ +

Le Conseil Municipal,
Sur le rapport du Maire,
Après en avoir délibéré,
Prend la délibération dont la teneur suit :

ARTICLE 1 - Le Maire est invité à réaliser auprès de la Caisse des Dépôts ou de l'une des Caisses dont elle a la gestion, aux conditions de ces établissements, l'emprunt de la somme de 78 000 F destiné à financer les travaux de réfection de la toiture de l'Hôtel de Ville et dont le remboursement s'effectuera en 10 années à partir de 1977.

Ce prêt portera intérêt au taux en vigueur à la date de l'établissement du contrat et dans la limite des taux maxima fixés pour l'ensemble des emprunts contractés par les Collectivités Locales par le Ministre de l'Intérieur en accord avec le Ministre de l'Economie et des Finances.

ARTICLE 2 - La Commune disposera, pour retirer les fonds, d'un délai de 6 mois à partir de la date de la signature du contrat par le Directeur Général de la Caisse des Dépôts.

Si, à l'expiration de ce délai, la totalité des fonds n'a pas été retirée, la Caisse des Dépôts procédera à l'annulation du contrat ou à la réduction de son montant.

ARTICLE 3 - Pour se libérer de la somme empruntée, la Commune paiera 10 annuités constantes comprenant le capital et les intérêts, calculés au taux indiqué ci-dessus.

Elle s'engage, pendant toute la durée du prêt, à créer et à mettre en recouvrement en cas de besoin les impositions directes nécessaires pour assurer le paiement des annuités.

ARTICLE 4 - Toute annuité non versée à la date à laquelle elle sera devenue exigible portera de plein droit à partir de cette date au taux du prêt majoré de trois unités.

ARTICLE 5 - La Commune aura la faculté d'effectuer des remboursements par anticipation au cours de la deuxième moitié de la période d'amortissement mais seulement à la date d'une échéance normale et avec préavis d'un an.

Ces remboursements donneront lieu au paiement d'une indemnité égale au montant d'un semestre d'intérêts du capital remboursé par anticipation.

ARTICLE 6 - La Commune s'engage :

- 1° - à effectuer, dès leur encaissement, à des remboursements anticipés, pour lesquels il ne sera exigé ni préavis, ni indemnité, les subventions qui viendraient à être attribuées après la réalisation du prêt et auraient pour effet de réduire sa participation dans le coût de l'opération à une somme inférieure au montant du prêt,
- 2° - à reverser sans délai les sommes non employées, dans le cas où l'opération pour laquelle le prêt a été consenti ne serait pas réalisée ou serait d'un coût inférieur au montant prévu.

ARTICLE 7 - La Commune prendra à sa charge les impôts présents et futurs ainsi que les droits et frais pouvant résulter du présent emprunt.

ARTICLE 8 - Monsieur le Maire est autorisé et, en son absence, le Premier Adjoint, à signer le contrat à intervenir pour régler les conditions du prêt.

*Exécution en application
des dispositions de l'article
46 du Code de
l'Administration communale
Vu
Pour le Préfet par délégation
Le Directeur des Finances
et des Collectivités locales
Signé: Paul PASTOR
Pour copie conforme
St-Denis, le 6 juin 1977
Le Chef de Bureau délégué
J. LA COSTE*